

Un corps expéditionnaire canadien plus nombreux?

On agite la question, dans la presse ontarienne — Et aussi celle du prochain vice-roi du Canada — Ottawa ne tiendrait pas à ce que ce fût un Canadien — La canalisation du Saint-Laurent et les industries de guerre — Londres réquisitionne toute la marine marchande sous pavillon anglais

"LES ALLIES SONT PRETS DE TOUTES MANIERES A RECEVOIR LES ALLEMANDS COMME IL CONVIENT" (lord Lothian)

La décision de Londres de réquisitionner tout ce qu'il y a de cargos et de paquebots sous pavillon du Royaume-Uni ou des colonies britanniques et d'en fixer les mouvements sur toutes les mers du monde, — décision qui n'a rien à faire, officiellement, avec les navires enregistrés au Canada ou dans les Dominions autonomes; l'expectative, déjà notée hier ici même, et confirmée à Chicago vers le même temps par lord Lothian, ambassadeur du Royaume-Uni aux Etats-Unis, d'une violente et massive attaque allemande dès le printemps prochain, offensive où l'Allemagne jouera tout le grand jeu; la reprise des négociations entre les Etats-Unis et le Canada au sujet de la canalisation du Saint-Laurent; la question de lever un plus grand nombre d'hommes ici même pour service outre-mer; et le choix du prochain vice-roi du Canada, voilà quelques-unes des informations les plus en vedette depuis hier.

* * *

Londres veut pouvoir diriger et coordonner tous les mouvements de ses transports et de ses paquebots, afin d'assurer au mieux le ravitaillement des Alliés, à compter du 1er février prochain. Sa décision affecte quelque sept mille navires de tout ordre, d'un jaugeage global de près de 17 millions et demi de tonnes. Les Dominions, qui ont peu de paquebots et de cargos sous pavillon distinct de celui de la Grande-Bretagne, s'entendent vraisemblablement avec elle, si ce n'est déjà fait, pour coordonner les allées et venues des navires britanniques enregistrés ailleurs que dans le Royaume-Uni. D'autre part on comprend que, du côté européen, la Grande-Bretagne et la France ont déjà une entente, pour ce qui regarde leur marine marchande à chacune, puisqu'elles ont mis la plupart de leurs grands problèmes de guerre en commun, afin d'en rechercher une solution acceptable aux deux.

Cette coordination fait partie du plan d'ensemble en vertu duquel Paris et Londres préparent leur résistance à l'offensive massive que l'Allemagne, croit-on, lancera d'ici juin contre les Alliés, afin de déterminer le sort de la guerre. Pour l'heure, celle-ci est surtout de caractère maritime. On ne signale encore, ces jours-ci, que des engagements plus ou moins importants de détachements en patrouille, sur le front ouest; et des raids de reconnaissance, de la part des aviateurs alliés ou allemands.

En Finlande, les choses restent à l'état incertain, l'hiver servant d'allié fidèle aux troupes finlandaises.

* * *

On va recommencer de traiter entre Ottawa et Washington, au sujet de la canalisation du fleuve Saint-Laurent. Une nouvelle mission des Etats-Unis à Ottawa entre en pourparlers lundi avec l'autorité compétente au Canada. M. Hepburn, jadis opposé au projet, s'y est rallié, alléguant qu'il faut une plus vaste réserve d'énergie hydro-électrique à sa province et que la canalisation du fleuve Saint-Laurent lui donnera cette électricité. D'autre part, il y a de l'opposition un peu partout à ce projet dont l'exécution coûterait fort cher. Et la guerre se finira avant que le projet soit achevé, car cela prendra du temps et demandera des travaux d'art prolongés, dans le domaine de l'hydraulique comme dans celui de la navigation entre les grands lacs et Montréal. Même s'il y a accord prochain entre les Etats-Unis et Ottawa, et si le Québec ne met pas d'opposition réelle à ce projet, — cela reste incertain, — cet accord devra recevoir l'approbation préalable du Congrès et du Sénat américains avant que quoi que ce soit se fasse, pour ce qui est des travaux de génie; les plans d'ensemble en sont à peu près complets, sauf quant à certains détails. On se rappellera que ce projet manqua déjà de recevoir l'approbation du Sénat, à Washington, à la suite d'une forte campagne d'opposition de la part d'Etats de l'est et du nord. Le motif mis d'avant, à savoir que l'accomplissement immédiat des travaux aiderait à l'industrie de guerre, paraît n'être que prétexte, de la part de M. Hepburn, pour excuser sa volte-face sur cette question.

* * *

Les quotidiens canadiens qui poussent à un effort de guerre considérable le gouvernement King prennent avantage de la décision du ministère Chamberlain de lever cette année 2 millions d'hommes de plus, — ce qui, avec le million et demi déjà mobilisable en 1939 ferait un total de 3 millions et demi à la fin de 1940, — pour réclamer toutes sortes d'initiatives du Canada. Ainsi le "Journal" d'Ottawa demandait, il y a quelque 48 heures, que M. King fit connaître tout le programme canadien de participation à la guerre, dès la pro-

chaine session. "Le peuple qui paie a le droit de le savoir", écrit le "Journal", pour lequel le Canada n'aurait fait ce que fait l'Angleterre que lorsqu'il aura levé 800,000 hommes d'ici la fin de 1940. Cela serait impossible sans la conscription, ici comme là-bas.

Le "Globe & Mail", pour sa part (4 janvier) estime que "si le Canada doit donner un plein effort de guerre, il incombe à chaque citoyen de faire sa part d'après sa compétence et ses disponibilités". Le Canada ne saurait faire cela que s'il prépare au plus tôt le tableau de sa population et de ce que chacun de ses habitants peut faire en vue de la guerre. "La mobilisation de l'Allemagne commença du jour qu'Hitler prit le pouvoir"; donc à nous de nous préparer comme les pays totalitaires. "Lorsque la Grande-Bretagne met sous les armes 3 millions et demi d'hommes, c'est qu'il faudra enrégimenter au Canada bien plus d'hommes d'ici quelques mois que nous en avons levé jusqu'ici." Après avoir parlé de la politique d'enregistrement, ou d'inventaire national, en 1917, le "Globe & Mail", qui proposa il y a peu de temps d'y revenir pour cette guerre-ci, dit que c'est à l'Ontario de prendre cette initiative, sous la direction de MM. Hepburn et Drew, chefs ayant offert toute leur coopération à M. King, en vue de l'effort de guerre du Canada. "D'ici que la guerre prenne fin, il faudra dresser la liste de tous les citoyens capables d'aider à la gagner. Le plus tôt on dressera cet index, le mieux cela servira", conclut le "Globe & Mail". On se rappellera qu'en 1917 cet inventaire national, mis sous la direction de M. Bennett, précéda de quelques mois l'établissement d'un ministère national et la loi du service militaire obligatoire pour la guerre d'Europe. On se demanda à l'époque quel rapport il y avait entre l'inventaire et le service obligatoire, l'un ayant précédé l'autre de bien peu de temps.

* * *

Le "Citizen" d'Ottawa n'est pas heureux de voir que si les électeurs de l'Île-du-Prince-Edouard ont élu par acclamation notre ministre des finances, M. Ralston, député à Ottawa, ces jours-ci, le gouvernement n'a pas pensé à faciliter l'élection de M. Herridge, chef de la Démocratie Nouvelle, dans le comté de Kindersley, en Saskatchewan, comté privé de député depuis plusieurs mois. Le "Citizen" estime que le ministère King aurait mauvaise grâce d'ajourner cette élection complémentaire. Il n'y aurait à la faire qu'un simple acte de courtoisie politique, dit le "Citizen", qui écrit: "M. Herridge a déjà parlé surtout de la politique de guerre du Canada. Il a exprimé des idées neuves sur la nécessité qu'il voit de mobiliser toutes les forces de la nation en vue de la guerre. Il serait important que cette politique fût exposée au Parlement ces mois-ci". M. Herridge, une fois choisi comme candidat, a déclaré qu'il serait "heureux d'exposer ses idées au Parlement et de travailler à les faire prévaloir". (le "Citizen"). On sait que dans son programme M. Herridge réclame surtout la conscription de toutes les ressources, des finances et du capital humain du Canada en vue de la guerre. Jusqu'ici M. King n'a pas paru fort désireux de donner suite au projet du "Citizen", qui s'est fait le parrain politique de M. Herridge, beau-frère de M. Bennett.

* * *

On commence de débattre la question du successeur de lord Tweedsmuir à Rideau Hall. Son terme d'office expire dès l'été de 1940. M. King a formulé, il y a peu de temps, le vœu que lord Tweedsmuir acceptât une prolongation de pouvoirs. Pour des raisons de santé précaire, lord Tweedsmuir fait connaître qu'il doit définitivement retourner dans son pays, sitôt son terme expiré. Il restera à débattre d'ici mai le choix de son remplaçant en tant que vice-roi du Canada; le gouverneur ne représente plus ici, en effet, le gouvernement du Royaume-Uni; il représente le roi du Canada, qui se trouve être aussi le roi de Grande-Bretagne et qui habite l'Angleterre. C'est au gouvernement canadien de proposer une liste de noms qui lui soient agréables, parmi lesquels choisir le successeur éventuel du vice-roi présent du Canada. D'aucuns voudraient que le nouveau vice-roi fût un Canadien. Il est peu probable que telle soit la décision de M. King. Celui-ci en tiendra, pendant la guerre, pour un vice-roi venant d'outre-mer. On cite même le nom de lord Elgin, petit-fils de l'ancien gouverneur du même nom, il y a près de cent ans (de 1846 à 1854). Le choix d'un vice-roi du Canada qui soit Canadien devra finir par s'imposer. Ce serait dans la ligne de l'émancipation graduelle, pour le Canada, du fonctionnarisme et des influences de l'extérieur. — G. P.